

DÉCRYPTAGE

631 milliards sur la table : les patrons allemands unis comme un seul homme derrière leur chancelier

Une soixantaine de groupes allemands et investisseurs internationaux se sont réunis derrière l'initiative Made for Germany pour promettre au nouveau chancelier Merz plus de 600 milliards d'euros d'investissement en Allemagne.



Une cinquantaine de patrons ont été reçus lundi par le chancelier Friedrich Merz, qui a évoqué « l'une des plus grandes campagnes d'investissement que l'Allemagne aie au cours des dernières décennies ». (Liesa Johannssen/Reuters)

Par **Thibaut Madelin**

Publié le 21 juil. 2025 à 16:09 | Mis à jour le 21 juil. 2025 à 18:19

Difficile d'afficher un soutien plus démonstratif au nouveau chancelier allemand Friedrich Merz. Les patrons de 61 groupes nationaux et internationaux se sont rangés lundi comme un seul homme derrière l'initiative Made for Germany, promettant des investissements de 631 milliards d'euros en Allemagne d'ici à 2028. La somme inclut des engagements existants mais également plus de 100 milliards d'euros de nouveaux projets.

Du pain béni pour Friedrich Merz, soucieux d'impulser un nouvel élan au pays après deux ans de récession et une année 2025 qui devrait être placée sous le signe de la stagnation.

« Le message est clair et sans ambiguïté : l'Allemagne est de retour, a-t-il déclaré après sa rencontre avec les patrons, dont une cinquantaine étaient présents à la chancellerie. Cela

vaut la peine d'investir à nouveau en Allemagne. Nous ne sommes pas un marché du passé, mais du présent et du futur. »

Modèle de Choose France

Les patrons de Deutsche Bank (Christian Sewing), du **conglomérat industriel Siemens** (Roland Busch), du groupe de médias Axel Springer (Mathias Döpfner) et de l'agence de communication FGS Global (Alexander Geiser) sont à l'origine de cette initiative qui veut démontrer la confiance des milieux économiques allemands dans le nouveau gouvernement et **s'inspire en partie des sommets Choose France** d'Emmanuel Macron.

« Nous avons la capacité de surmonter les défis économiques de notre pays, a déclaré Christian Sewing, le patron de Deutsche Bank. Il est désormais important que la politique et les entreprises fassent front commun. » La relation avec l'ex-chancelier Olaf Scholz était en effet réputée tendue. « L'Allemagne a besoin d'un nouveau système d'exploitation, axé sur la croissance, la technologie et la compétitivité », a ajouté Roland Busch de Siemens.

Dans la liste des signataires se trouvent l'essentiel des grands groupes allemands, de l'automobile (Volkswagen, BMW, Mercedes) à la chimie (BASF) en passant par l'énergie (RWE, E.ON) ou bien sûr la défense (Rheinmetall, Airbus, Diehl)... Stellantis, qui détient Opel en Allemagne, est représenté par son président du conseil John Elkann. Les fonds Blackstone, BlackRock, CVC, EQT ou KKR étaient également représentés.

Les investisseurs voient dans les décisions du nouveau gouvernement de créer un fonds d'investissement dans les infrastructures de 500 milliards d'euros et la réforme du frein à la dette - à même de débloquer également plusieurs centaines de milliards d'euros dans la défense - **un tournant après des décennies d'austérité budgétaire** qui ont conduit à des sous-investissements publics et privés. Fort de ce signal, la croissance devrait repartir en 2026.

Croissance revue à la hausse

Le mois dernier, l'institut Ifo a revu ses projections, tablant désormais sur une croissance de 0,3 % pour cette année (contre 0,2 % auparavant) et 1,5 % l'année prochaine (contre 0,8 %). « L'Allemagne est la première économie européenne et ce financement, cette croissance qui va sans nul doute pouvoir être accru, est évidemment une bonne nouvelle pour l'Europe », reconnaissait le ministre des Finances français Eric Lombard la semaine dernière à Berlin.

De son côté, l'indice de la Bourse de Francfort vole de record en record. Le DAX « bénéficie du changement annoncé de la politique financière allemande, qui passe d'une politique de dépenses excessivement restrictive à une politique très expansionniste », estime Jan Viebig, codirecteur des investissements chez Oddo BHF, soulignant le contraste entre la hausse du DAX d'environ 20 % au premier semestre et celle du CAC 40 de 7 %.

Mais l'enthousiasme des industriels allemands, qui ont essentiellement investi à l'étranger ces dernières années, notamment aux Etats-Unis, n'est pas un chèque en blanc pour la coalition entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Friedrich Merz et le Parti social-démocrate (SPD) du ministre des Finances Lars Klingbeil. Car si celle-ci a mis en place un coup de pouce aux investissements (« Investitions-Booster »), elle doit encore s'attaquer aux réformes structurelles.

Chantier des réformes structurelles

« En réformant le frein à la dette, le gouvernement a créé une marge de manoeuvre pour des dépenses de défense financées par un crédit élevé, constate Clemens Fuest, président de l'Ifo. Malheureusement, il a [aussi] adopté une série de mesures qui ne limitent pas les dépenses et ne renforcent pas la croissance », ajoute-t-il, citant notamment les mesures en faveur des mères retraitées ou la poursuite de l'allègement de la TVA pour les restaurants.

Friedrich Merz est décidé à s'attaquer à l'Etat providence, devenu pléthorique. Il a ainsi annoncé pour la rentrée un projet de réforme des aides sociales, qui coûtent chaque année quelque 50 milliards d'euros à l'Etat, des mesures de lutte contre la bureaucratie et un travail d'adaptation des systèmes de santé et de retraite. « La démographie n'attend pas, elle est là, et nous devons résoudre les problèmes plus vite que nous ne le pensons actuellement », dit-il.

Reste à savoir si le nouveau gouvernement, qui multiplie les désaccords malgré sa promesse de tourner la page des querelles intestines de son prédécesseur, sera en mesure de surmonter ses différences.

Thibaut Madelin (Bureau de Berlin)

DÉCRYPTAGE

Jours fériés : la mise à contribution des entreprises inquiète le patronat

Réunies à Bercy ce lundi matin, les principales organisations patronales ont fait part de leurs inquiétudes quant à la suppression de deux jours fériés proposée par François Bayrou. Le scénario central du gouvernement repose sur une contribution de 0,6 % de la masse salariale.



Pour dynamiser la croissance et réduire le déficit public, François Bayrou a proposé le 15 juillet de supprimer deux jours fériés : le lundi de Pâques et le 8-Mai. (Stefano Lorusso/Zuma/SIPA)

Par **Sébastien Dumoulin**

Publié le 21 juil. 2025 à 17:18 | Mis à jour le 21 juil. 2025 à 17:40



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

C'était le troisième rendez-vous de genre. Ce lundi matin, les représentants des principales organisations patronales (Medef, CPME, U2P, Afep) étaient reçus par les ministres de **Bercy** pour un « Conseil des entreprises ». L'occasion de faire un point sur les négociations commerciales avec l'administration américaine, d'évoquer les mesures de simplification administrative à venir et surtout de faire le service après-vente du **projet de budget** présenté la semaine dernière par François Bayrou.

Les participants l'ont confirmé : ce « moment de vérité », comme l'a nommé le Premier ministre, a été globalement **bien accueilli par les patrons**, relativement épargnés par les mesures annoncées pour redresser les comptes publics. Un point cependant préoccupe nombre de chefs d'entreprise : la **suppression proposée de deux jours fériés**. François Bayrou a suggéré que le lundi de Pâques et le 8-Mai soient à l'avenir travaillés, pour en finir avec le « gruyère » des ponts de mai qui freine la production tricolore. Mais dans les rangs patronaux, la mesure est loin de faire l'unanimité.

Bénéfice incertain, charge réelle

« Ce n'est pas une bonne nouvelle pour toute l'industrie touristique, pour tous les restaurants, les hôteliers, les communes touristiques. Et Dieu sait si c'est important dans notre pays », s'alarme **Michel Picon**, le président de l'U2P. « La principale préoccupation des entreprises aujourd'hui, c'est de remplir le carnet de commandes. Si vous n'avez pas d'activité, vous n'avez pas besoin que vos salariés viennent travailler davantage. Donc il y a des entreprises pour lesquelles, contrairement à ce que l'on peut imaginer, supprimer deux jours fériés sera un préjudice. »

Car en face d'un bénéfice incertain, les patrons craignent surtout d'enregistrer une charge bien réelle. Si rien n'est arbitré, les ministres ont confirmé ce lundi qu'une contribution des entreprises au budget de l'Etat était attendue en contrepartie de la disparition de deux jours chômés.

Le chiffre de 0,6 % de la masse salariale a été évoqué. Il correspond à ce qui avait été demandé en 2004 à l'époque de **l'instauration de la « journée de solidarité »**, multiplié par deux. « C'est le scénario central sur lequel on travaille aujourd'hui », explique-t-on au cabinet d'Eric Lombard.

Travailler plus pour gagner autant

« Les entreprises ne peuvent pas payer deux fois. On ne peut pas augmenter les salaires à due concurrence du temps de travail et payer une contribution à l'Etat », prévient le président du Medef, **Patrick Martin**. « Faut-il que les gens travaillent plus sans être payés plus ? Je rappelle que lorsque l'on est passé de 39 à 35 heures, on n'a pas demandé l'avis des entreprises et les salaires n'ont pas baissé à due concurrence. »

A Bercy, on évacue ces considérations avec des arguments macroéconomiques. Ajouter deux journées de travail par an augmenterait la production de 0,9 %, l'Etat ne récupérerait donc que les deux tiers de cette manne pour redresser ses finances. « Ça ne capte pas toute la valeur créée », explique le cabinet d'Eric Lombard. « Les entreprises conservent une marge, à redistribuer éventuellement sous forme d'augmentations salariales ou de primes. »

Le président de la CPME se montre plutôt conciliant. « Nous sommes favorables au principe de travailler deux jours supplémentaires », explique Amir Reza-Tofighi, avant de préciser qu'il se montera vigilant sur la contribution des entreprises. « Tout sera lié au montant », reconnaît-il.

Mais au Medef comme à l'U2P, on critique une mesure non seulement potentiellement coûteuse, mais aussi inadaptée. Le faible nombre d'heures travaillées en France par rapport à nos voisins tient avant tout au taux d'emploi insuffisant des jeunes et des seniors. Supprimer deux jours fériés n'y changera rien. « Ceux qui bossent, ils bossent ! C'est plutôt sur ceux qui ne travaillent pas qu'il faut faire porter les efforts de recadrage », grince Michel Picon.

Sébastien Dumoulin

Le vrai coût des tarifs de Donald Trump

COMMERCE Entre annonces fracassantes et mises en œuvre discrètes, difficile de s'y retrouver dans la jungle des droits de douane imposés par Washington. Notre décryptage révèle l'ampleur réelle des barrières commerciales américaines jusqu'à la mi-année

DUC-QUANG NGUYEN

Donald Trump menace toujours d'imposer des taxes prohibitives sur les importations, mais il a repoussé leur entrée en vigueur au 1er août, alimentant l'incertitude. Quel sort réserve-t-il à la Suisse? Un taux de 30% comme pour l'Union européenne, ou davantage? Nul ne peut le dire aujourd'hui. Le président américain reste fidèle à sa réputation: imprévisible.

Face à cette escalade protectionniste, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI) ont lancé un nouveau portail répertoriant quotidiennement les taux appliqués par Washington. Contrairement aux graphiques précédents, ces données montrent la moyenne de tous les droits appliqués, produit par produit, sans tenir compte des volumes importés. Cette moyenne traite chaque produit de manière égale, qu'il représente 1% ou 50% des importations.

Malgré la suspension de l'entrée des droits «réciproques» tant redoutés, l'administration Trump a méthodiquement relevé ses barrières tarifaires. Résultat: le taux moyen sur l'ensemble des importations américaines a bondi de 2,1% à 13,7% en six mois.

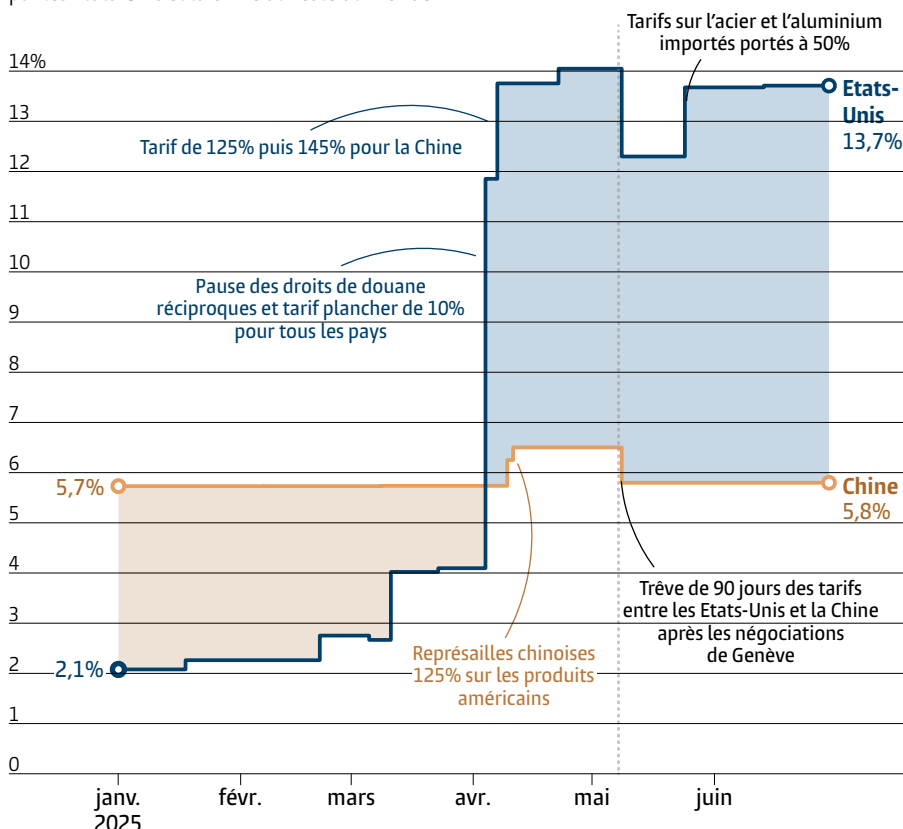
Les Etats-Unis affichent désormais un niveau de protectionnisme tarifaire supérieur à celui de la Chine vis-à-vis du reste du monde, selon les chiffres de l'OMC. Ce basculement s'explique par trois facteurs: les droits punitifs imposés à Pékin, le tarif général de 10% sur toutes les importations, et les hausses ciblées sur l'automobile, l'acier et l'aluminium.

Paradoxalement, c'est ce tarif plancher de 10%, instauré discrètement pendant la prétendue pause, qui produit l'impact le plus massif. Cette mesure est passée relativement sous silence, éclipsée par les menaces à répétition de tarifs réciproques aux taux fantaisistes.

Les principaux partenaires commerciaux de Washington

QUAND LES ETATS-UNIS DEVIENNENT PLUS PROTECTIONNISTES QUE LA CHINE

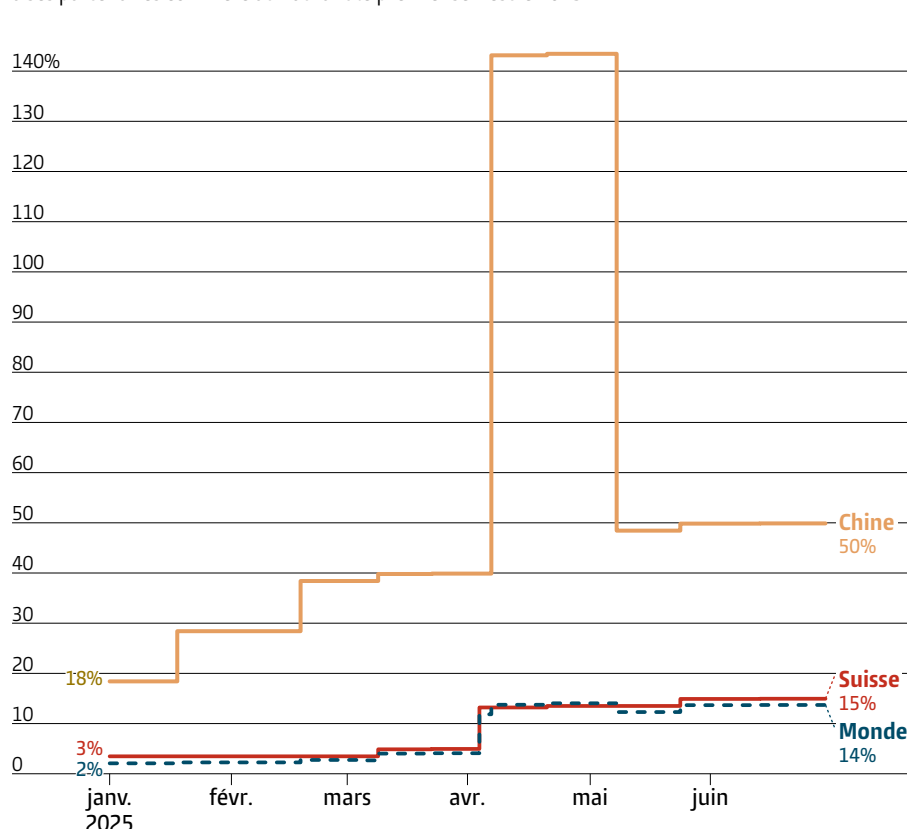
Droits de douane moyens* (non pondérés) appliqués par les Etats-Unis et la Chine au reste du monde



* Ces taux correspondent à des moyennes, calculées sans pondération par le volume des échanges commerciaux
Graphique: @duc_qn | Source: OMC, FMI

LA CHINE DEMEURE DE LOIN LA PREMIÈRE CIBLE DES SURTAXES AMÉRICAINES

Droits de douane moyens* (non pondérés) appliqués par les Etats-Unis à ses partenaires commerciaux durant le premier semestre 2025



* Ces taux correspondent à des moyennes, calculées sans pondération par le volume des échanges commerciaux
Graphique: @duc_qn | Source: OMC, FMI

ont été les premières victimes de cette offensive protectionniste. Canada, Mexique et Chine concentrent l'essentiel des hausses tarifaires décidées depuis janvier.

La Suisse fait partie des pays les moins exposés

Seul Pékin a riposté immédiatement avec des contre-mesures drastiques, propulsant les surtaxes mutuelles jusqu'à 145%. Cette escalade a pris fin le 14 mai avec la négociation, à Genève, d'une trêve de 90 jours. Les produits chinois restent néanmoins lourdement taxés: 30% au minimum, contre 10% pour la plupart des autres pays, auxquels s'ajoutent les tarifs hérités du premier mandat Trump sur certains produits spécifiques. Selon l'OMC, le taux moyen atteint

50% sur l'ensemble des importations chinoises.

Si le tarif plancher de 10% pèse lourd dans les échanges commerciaux, Washington a accordé de larges exemptions sur plus d'un millier de produits stratégiques:

Les principaux partenaires commerciaux de Washington ont été les premières victimes de cette offensive

pétrole, médicaments, semi-conducteurs, bois, métaux... Ces exclusions visent à préserver les secteurs critiques et à limiter la facture pour les entreprises et les consommateurs américains.

La Suisse bénéficie particulièrement de ce régime d'exceptions. Avec 62% de ses exportations soumises aux nouveaux droits, contre 81% au niveau mondial, elle figure parmi les pays les moins touchés.

Cette relative faible exposition s'explique par la prédominance du secteur pharmaceutique helvétique. Novartis et Roche constituent les piliers de nos exportations outre-Atlantique: les

médicaments représentent environ 60% des exportations suisses vers les Etats-Unis (hors métaux précieux et or). En 2024, un tiers de la valeur de la production pharmaceutique nationale prenait le chemin de l'Amérique.

Des milliards de recettes, mais l'inflation guette

Mais cette immunité pourrait n'être que temporaire. Trump a plusieurs fois menacé de cibler spécifiquement ce secteur pour relocaliser la production sur le sol américain. «Nous annoncerons bientôt quelque chose», avait-il déclaré le 8 juillet, évoquant des tarifs pouvant atteindre «200%». Si ces menaces se concrétisaient le 1er août – jour de notre Fête nationale –, ce serait un séisme pour l'économie suisse. L'incerti-

tude demeure toutefois totale, le président américain ayant souvent rétrogradé sur ses déclarations les plus tapageuses.

Avec des droits de douane à leur plus haut niveau depuis les années 1930, les recettes ont naturellement pris l'ascenseur. En juin, le Trésor américain a encaissé plus de 26 milliards de dollars via les tarifs – quatre fois plus qu'un an auparavant.

Si les entreprises étrangères absorbent parfois une partie des surcoûts des tarifs, l'essentiel est en principe répercuté sur les importateurs américains et, in fine, sur les consommateurs. Les ménages américains commencent à ressentir l'effet sur leur pouvoir d'achat, avec une remontée de l'inflation pour le deuxième mois d'affilée. ■

La géopolitique a fait perdre 320 milliards de dollars aux grandes entreprises

GOVERNANCE Les incertitudes liées à la guerre commerciale, à l'inflation ou aux conflits ont pénalisé les affaires des multinationales ces dernières années, selon une étude d'EY. Mais cette période agitée a aussi fait émerger des gagnants

SÉBASTIEN RUCHE

Les entreprises et leurs clients détestent l'incertitude. Faute de pouvoir envisager l'avenir avec un minimum de visibilité, les premières repoussent leurs investissements et les seconds, leurs achats. L'agitation, tant géopolitique qu'économique, qui règne au niveau mondial depuis 2017 a fait perdre 320 mil-

liards de dollars de bénéfices à près de 3500 grandes entreprises internationales, selon une étude de EY-Parthenon, relayée hier par le *Financial Times*. Un quart de ces multinationales au chiffre d'affaires d'au moins 1 milliard de dollars annuel ont subi un recul d'au moins 5% de leur marge bénéficiaire entre 2017 et 2024.

Un nouveau monde moins stable

Le mouvement n'a pas épargné les bourses. Au cours des trois dernières années, près de 40% des variations de l'indice des grandes capitalisations anglaises FTSE 100 se sont déroulées lors des jours d'importants événements éco-

nomiques ou géopolitiques, relève encore l'entité de conseil stratégique du grand cabinet de consultants. Ces trois années, ce genre de secousses n'ont pas manqué, avec le retour de l'inflation, celui de Donald Trump à la Maison-Blanche, la guerre commerciale ou encore les conflits en Ukraine et à Gaza.

«Après des années de taux d'intérêt bas et de contexte géopolitique relativement stable, les politiques des gouvernements et les événements globaux ont dorénavant un plus grand impact sur la valeur et les bénéfices des entreprises que durant les décennies précédentes», résume Mats Persson, de EY-Parthenon, interrogé par le *Financial Times*. L'étude

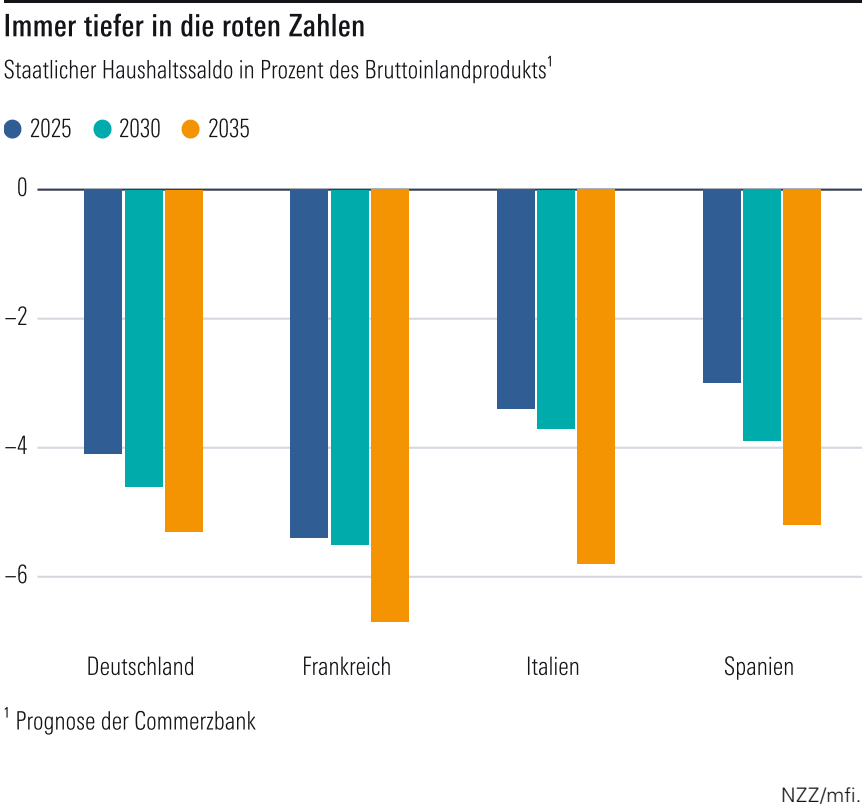
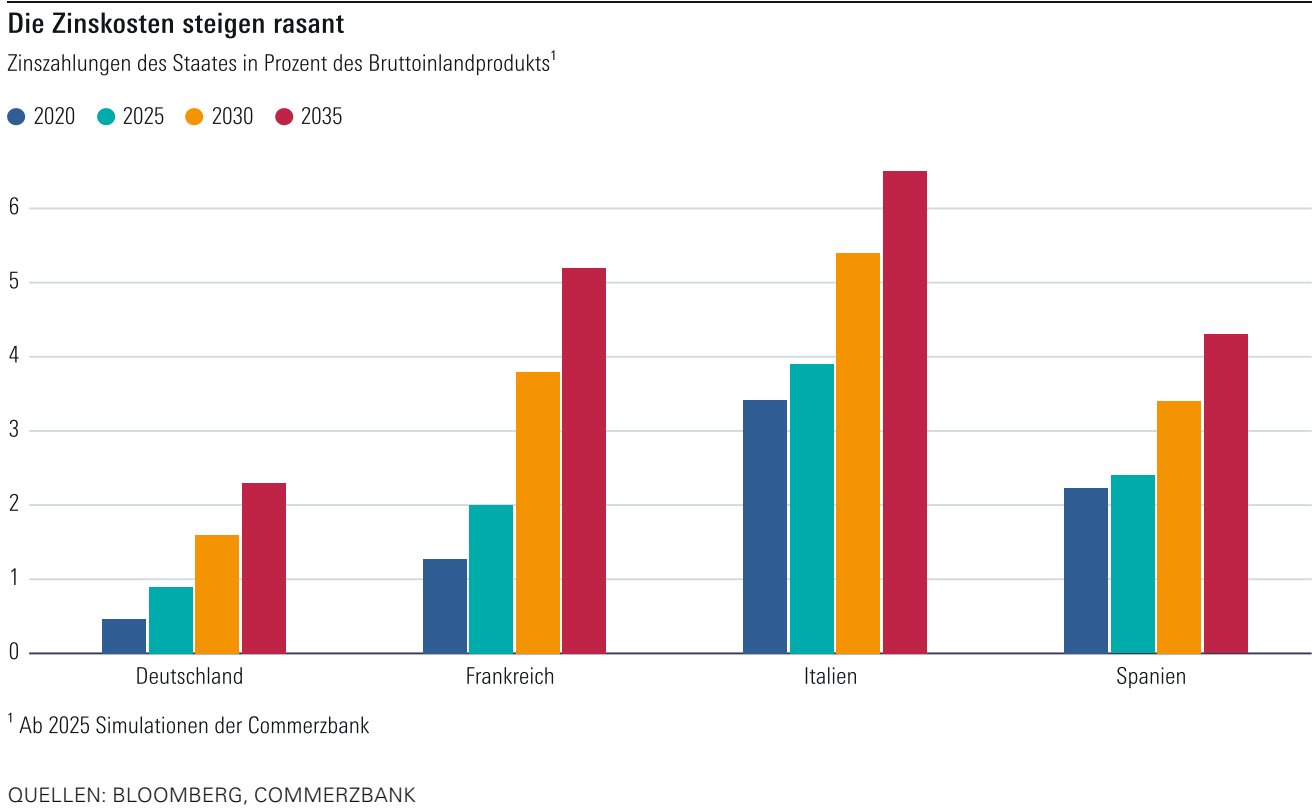
se base sur l'évolution des bénéfices avant intérêt, impôts et amortissements (Ebitda) au cours des trois dernières années.

Le secret des vainqueurs

Par pays, les groupes chinois ont été les plus affectés par ces mouvements, en particulier dans l'immobilier, l'acier et la construction. Sur les 833 multinationales chinoises analysées, 40% d'entre elles ont collectivement perdu 73 milliards de dollars d'Ebitda. Le pays cherche toujours à se sortir d'une crise immobilière qui a fait chuter plusieurs géants du secteur dont Evergrande. Au Royaume-Uni, sur les 100 entreprises répondant aux critères,

14 ont subi une chute significative de leur bénéfice, pour un total de 2,5 milliards de dollars, là encore sur trois ans.

A l'inverse, un petit nombre d'entreprises se sont adaptées à la nouvelle donne, dépassant leurs concurrents. Parmi les 25% des multinationales affichant les marges Ebitda les plus élevées en 2014, 10% sont parvenues à les maintenir jusqu'en 2024. Parmi ces gagnants figurent les américains Caterpillar (engins de construction), UPS (logistique), Pfizer et Merck (pharma) ou Johnson & Johnson (consommation). Le secret de ces vainqueurs: ils ont géré leurs coûts, diversifié leurs activités et modifié leur gouvernance. ■



Europas Staatskassen leeren sich zusehends

Der demografische Wandel, wachsende Verteidigungsausgaben und steigende Zinsen treiben die Schulden in die Höhe

MALTE FISCHER, DÜSSELDORF

Wenn Bundeskanzler Friedrich Merz am Mittwoch den französischen Staatspräsidenten Emmanuel Macron in Berlin empfängt, dürfte die Atmosphäre zwischen den beiden freundschaftlich und locker sein. Ganz anders jedenfalls als zwischen Macron und Olaf Scholz, dem Amtsvorgänger von Merz. Während Scholz die Beziehungen zu den Nachbarn in Europa schleifen liess, bemüht sich Merz um ein entspanntes Verhältnis. Allein schon, um die Reichen Europas gegenüber Russland zu schliessen.

Bei Macron rennt der Kanzler offene Türen ein. Denn der Franzose plädiert seit langem für mehr Europa. Doch es ist nicht nur der Blick auf das geopolitische Geschehen, der verbindet. Paris und Berlin eint noch etwas anderes: das Problem rasant steigender Staatsschulden.

In beiden Ländern legen die Staatsausgaben schneller zu als die Einnahmen. In Frankreich ist das Problem chronisch. Den letzten ausgeglichenen Haushalt gab es in der Grande Nation vor mehr als 50 Jahren. Die Zinsen für die aufgelaufenen Schulden absorbieren mittlerweile knapp 2 Prozent der jährlichen Wirtschaftsleistung.

Mit Corona fing es an

Deutschland wirtschaftete sparsamer, zwischen 2014 und 2019 gab es Jahr für Jahr sogar Überschüsse in den Haushalten von Gebietskörperschaften und Sozialversicherungen. Daher muss Deutschland zurzeit nur 0,9 Prozent seiner Wirtschaftsleistung für die Zinsen auf Staatsschulden aufwenden. Doch das dürfte sich bald ändern. Denn seit dem Ausbruch der Corona-Pandemie befinden sich die öffentlichen Haushalte auch in Deutschland in den roten Zahlen.

In Frankreich, dessen Schulden dieses Jahr auf mehr als 116 Prozent des Bruttoinlandprodukts (BIP) klettern dürften, versucht die Regierung, das Minus durch Sparmassnahmen etwas zu verkleinern. Die Defizitquote soll von 5,4 Prozent in diesem auf 4,6 Prozent im nächsten Jahr sinken.

Ob das gelingt, ist fraglich. Zum einen reichen die Sparmassnahmen bei weitem nicht aus. Zum anderen hat die Regierung keine Mehrheit im Parlament. Daher ist sie auf die Zustimmung von Parteien am rechten oder linken Rand angewiesen. Diese haben angekündigt, das Sparpaket, das Nullrunden für Rentner und Beamte sowie die Streichung von Feiertagen enthält, abzulehnen.

Während Frankreich zumindest versucht, seine Staatsschulden in den Griff

zu bekommen, treibt die Regierung in Berlin diese mit Verve in die Höhe. Vergangene Woche nahm das Milliardenpaket, das die Regierung für die Sanierung der maroden Infrastruktur und die Aufstockung der Verteidigungsausgaben auf den Weg gebracht hat, die letzte Hürde. Die EU-Kommission erteilte dem Paket ihren Segen, obwohl sie die Fiskalregeln des Stabilitätspaktes dafür grosszügig dehnen musste.

Die Ökonomen der Commerzbank rechnen damit, dass das gesamtstaatliche Defizit in Deutschland 2025 auf 4 Prozent des BIP in die Höhe schnellt. Damit nimmt das Land im Verhältnis zu seiner Wirtschaftsleistung mehr neue Kredite auf als die hochverschuldeten Länder Italien und Spanien, deren Haushaltsdefizite 2025 zwischen 3 und 3,5 Prozent ihres BIP liegen dürften.

Verteidigung auf Kredit

In den nächsten Jahren werden die Schulden der öffentlichen Haushalte in Europa weiter steigen. Das hat mehrere Gründe und weitreichende Folgen. Spätestens nach dem Angriff Russlands auf die Ukraine und allerspätestens nach dem Amtsantritt von Donald Trump in den USA ist den Regierungen auf dem alten Kontinent klar, dass sie mehr in die eigene Verteidigung investieren müssen. 3,5 Prozent des nationalen BIP wollen sie demnächst pro Jahr für das Militär ausgeben.

Dazu kommen 1,5 Prozent für militärisch nutzbare Infrastruktur. Für Deutschland heisst dies, dass künftig 30 Prozent des Bundeshaushalts in die Verteidigung fliessen. Rechnet man die Ausgaben für die militärisch nutzbare

Bürger und Sparer tun gut daran, sich auf ein Zeitalter der finanziellen Repression einzustellen.

Infrastruktur hinzu, sind es sogar fast 44 Prozent.

Die meisten Länder können oder wollen solche Kraftanstrengungen nicht aus dem regulären Staatshaushalt finanzieren. Daher greifen sie auf Kredite zurück. So hat sich die deutsche Regierung mit der Änderung des Grundgesetzes die Möglichkeit verschafft, Ausgaben für Verteidigung, die über ein Prozent des BIP hinausgehen, durch neue Schulden zu finanzieren.

Ein weiterer Treibsatz für die Schulden ist die Demografie. Die Anzahl der Einwohner im erwerbsfähigen Alter wird in den nächsten Jahren in Europa deutlich schrumpfen. Am stärksten wird das Deutschland zu spüren bekommen. Nach einer Projektion von Eurostat wird das Arbeitskräfteangebot in den nächsten zehn Jahren zwischen 0,7 und 0,8 Prozent pro Jahr schrumpfen. In Italien werden Arbeitskräfte ebenfalls knapper, ihre Verfügbarkeit wird sich bis 2035 um 0,4 bis 0,7 Prozent jährlich verringern. Etwas günstiger sieht es für Spanien und Frankreich aus, doch auch dort wird die Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter schrumpfen.

Weil die Älteren immer länger leben, steuern die sozialen Sicherungssysteme in den nächsten Jahren auf einen Ausgaben-Tsunami zu. Ohne Zuschüsse aus den Staatshaushalten drohen sie zu kollabieren.

Und auch bei den öffentlichen Haushalten wird der demografische Druck steigen. Denn gibt es weniger Erwerbstätige, gibt es weniger Wachstum. Und weniger Wachstum bedeutet weniger Steuereinnahmen.

In der Zinsen-Schulden-Spirale

Greifen die Regierungen weiter in die Kreditschatulle, droht ein Teufelskreis aus steigenden Zinsen und wachsenden Schuldenbergen. Noch profitieren die Staaten von den niedrigen Finanzierungskosten, die sie sich in den Jahren mit Null- und Negativzinsen durch die Ausgabe länger laufender Anleihen gesichert haben. Doch wenn die Billigkredite in den nächsten Jahren auslaufen, müssen die Regierungen sie durch neue Kredite zu höheren Zinsen ablösen.

In Deutschland liegen die Finanzierungskosten der Regierung nach Berechnungen der Commerzbank derzeit bei knapp 1,5 Prozent. Bis 2035 werden sie sich auf 2,7 Prozent nahezu verdoppeln. Die Finanzierungskosten für Frankreich dürften in dieser Zeit von unter 2 Prozent auf 3,7 Prozent zulegen, die für Italien von rund 3 auf 4,4 Prozent.

Steigen die effektiven Zinskosten der Staaten über die Wachstumsrate des nominalen BIP, setzt dies eine Aufwärtsspirale bei der Schuldenquote in

Gang, die nur durch hohe Überschüsse im Primärhaushalt (ohne Zinsausgaben) gestoppt werden kann. Derartige Überschüsse sind jedoch nicht in Sicht. Den Regierungen fehlt es am Willen und an der Kraft für einen radikalen Sparkurs.

Steigende Risikoprämien

Die Schulden dürften daher rasant steigen. Die Ökonomen der Commerzbank rechnen für Deutschland mit einem Anstieg der Schuldenquote von 62 Prozent 2024 auf über 92 Prozent im Jahr 2035. In Frankreich wird die Quote von 113 auf knapp 146 Prozent steigen, in Italien von 135 Prozent auf 153 Prozent und in Spanien von 101 Prozent auf 110 Prozent.

Das wird nicht ohne Reaktion der Finanzmärkte bleiben. Steigen die von den Investoren geforderten Risikoprämien in den Zinsen, beschleunigt sich die Zins-Schulden-Spirale. Dann dürfte es nicht lange dauern, bis die Europäische Zentralbank (EZB) unter Druck gerät, die Finanzierungskosten der Regierungen durch Zinssenkungen und Anleihekäufe zu drücken.

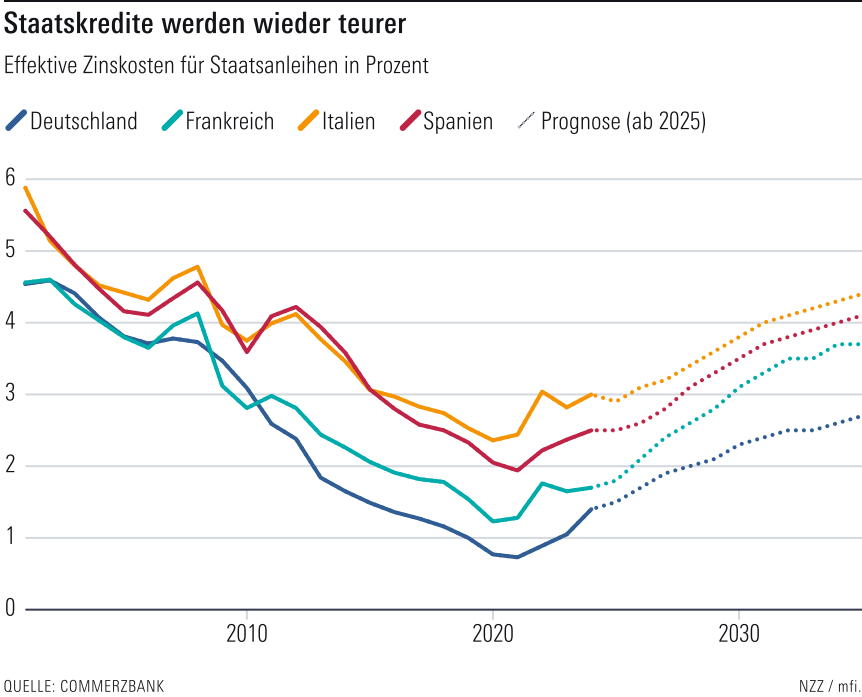
Der alte Kontinent gelangte wieder an jenen Punkt, an dem er vor mehr als 10 Jahren in der Euro-Krise schon einmal stand. Damals mutierte die EZB zum Büttel der Regierungen, kaufte deren Staatsanleihen und pumpte Liquidität ins Bankensystem. In der Corona-Pandemie liess die Zentralbank die Käufe eskalieren und löste dadurch eine Inflationswelle aus.

Der Mix aus expansiver Finanz- und Geldpolitik droht sich in den nächsten Jahren zu wiederholen. Zieht die Inflation an, könnten Regierungen und Zentralbanken versucht sein, den höheren Renditeforderungen der Anleger mit dem Mittel der finanziellen Repression zu begegnen. So wie in den Jahrzehnten nach dem Zweiten Weltkrieg.

Kapitalverkehrskontrolle droht

Damals wiesen die Regierungen die Zentralbanken an, die Zinsen nach unten zu drücken, legten Obergrenzen für die Verzinsung von Spareinlagen fest, verpflichteten institutionelle Anleger zum Kauf von Staatsanleihen und verhängten Kapitalverkehrskontrollen, um Investoren die Flucht ins Ausland zu erschweren.

Was wie ein Domsday-Szenario anmutet, könnte schneller Realität werden als gedacht. Für Bürger und Sparer sind das keine guten Aussichten. Sie tun gut daran, sich auf ein Zeitalter der finanziellen Repression einzustellen. Darüber können auch telegen in Szene gesetzte Freundschaftstreffen der Staats- und Regierungschefs nicht hinwegtäuschen.



Comment rendre le réseau de transports du Grand Genève plus attractif?

Léman Express L'Association transports et environnement livre ses recommandations pour améliorer la mobilité ferroviaire de la région. Certaines mesures pourraient être appliquées rapidement.

Emilien Ghidoni

Bien, mais peut mieux faire: c'est le constat posé par la section genevoise de l'Association transports et environnement (ATE) concernant la mobilité dans le Grand Genève. Dans un rapport publié ce lundi et réalisé en collaboration avec l'Association Rail Dauphiné Savoie Léman (ARDSL), elle livre des pistes d'amélioration pour pousser plus d'habitants à prendre les transports en commun.

«Nous avons identifié de nombreux points bloquants, notamment sur le réseau ferroviaire, expose Caroline Marti, présidente de l'ATE Genève. Nous proposons quelques pistes d'amélioration, qui permettraient de renforcer l'utilisation du train à Genève et en France voisine.»

Favoriser les loisirs

Le but de ces recommandations est de combler les grandes disparités dans la couverture du ter-



Une rame du Léman Express, train qui relie le canton à la France voisine, circulant sur le viaduc de la Jonction. Bastien Gallay

ritoire. «Celle-ci est notamment due à une vision de la mobilité limitée aux flux domicile/travail, restreignant la desserte hors des heures de pointe. Ainsi, les déplacements pour les loisirs sont souvent laissés-pour-compte», déplore Pascal Vuichard, membre du comité de l'ATE.

Il rappelle aussi que près de 75% des utilisateurs du Léman Express empruntent le train sans traverser la frontière. «Des renforcements doivent donc se faire des deux côtés de la frontière.»

Sur le territoire genevois, la plupart des mesures avancées par l'ATE nécessitent des amé-

nagements au préalable. «Une fois que la seconde ligne Genève-Lausanne sera réalisée, il serait par exemple intéressant de dédoubler les rails dédiés au Léman Express, suggère Pascal Vuichard. Pour l'instant, les trains circulent en voie unique de Cornavin à Coppet. Cela les oblige à faire de longs arrêts en gare pour pouvoir se croiser. À terme, on pourrait même imaginer des trains jusqu'à Nyon!»

Afin d'augmenter la capacité de transport, l'association suggère aussi d'investir dans de meilleures rames. «Là-dessus, nous saluons la volonté de la Confédération et du Canton d'acheter des nouvelles rames à deux étages d'ici à 2032», sourit Caroline Marti.

Une cadence à la demi-heure

Du côté français, l'idéal serait de disposer d'une cadence homogène à la demi-heure au départ d'Annemasse vers toutes les directions, estime Pierre Hofmann, membre de l'ARDSL. «C'est seu-

lement comme cela que l'on convaincra les Haut-Savoyards de privilégier le train à la voiture», plaide-t-il.

Plusieurs mesures simples permettraient d'augmenter la capacité des trains à court terme du côté français. «Rien qu'en augmentant le matériel roulant, on pourrait parvenir à un horaire cadencé sur plusieurs lignes partant d'Annemasse, relève Pierre Hofmann. Il faudrait aussi régler des problèmes de coordination. Par exemple, les voyageurs en direction d'Évian n'ont que trois minutes pour changer de quai en gare d'Annemasse.»

Des projets à long terme

Autre possibilité: améliorer la signalisation. «La plupart des feux ferroviaires entre Annecy et La Roche-sur-Foron sont encore activés manuellement. Les trains ne circulent pas entre 22 h et 6 h du matin. Si on les automatisait, on pourrait largement augmenter l'amplitude horaire», avance-t-il.

Du côté des bus et des trams, l'ATE suggère de créer une extension de la ligne 12 pour rejoindre le quartier de Belle-Terre. D'autres prolongations sont évoquées, comme celle de la ligne 8 jusqu'au téléphérique du Salève, au lieu de l'actuel terminus à Veyrier. «Pour le futur bus à haut niveau de service qui reliera Vernier au Pays de Gex, nous espérons que les infrastructures seront conçues de manière à ce que, à terme, elles puissent accueillir un tram», indique Caroline Marti.

À plus long terme, les deux associations ont esquissé une suggestion de tracé pour la future ligne Jura-Salève souhaitée par le Conseil d'État en complément au réseau Léman Express. «Nous espérons surtout que ce projet ne s'arrêtera pas aux limites du canton. Il faut penser cette ligne avec des points d'ancrage tant dans le Pays de Gex que du côté de Saint-Julien», plaide Caroline Marti.

Erneuerbare Energien: Gesetztes Ziel klar verfehlt

Wind- und Solaranlagen Schleppender Ausbau gefährdet die Versorgungssicherheit.

Siebzehn Jahre sind seit dem Start des Windkraftprojekts Sur Grati im Waadtländer Jura vergangen. Doch noch immer steht kein einziges Windrad. Im Frühling hat das Bundesgericht aber entschieden, dass sechs Windräder gebaut werden dürfen. «Wir gratulieren den regionalen Entwicklern für ihren Durchhaltewillen!», jubelte Lionel Perret, Geschäftsführer des Windkraftverbands Suisse Eole. Der Entscheid sei ein wichtiges Signal, dass sich Windkraft trotz Widerstand und juristischen Hürden durchsetzen lasse.

Doch solche Erfolgsmeldungen sind rar. Und die wenigen Projekte, die realisiert werden können, verzögern sich wegen Rekursen und Einsprachen häufig um Jahre. Tatsächlich zeigen aktuelle Daten: Die Schweiz kommt beim Ausbau der erneuerbaren Energien nur schleppend voran. Die neusten Zahlen des Wirtschaftsdachverbands Economiesuisse: 2024 wurde das gesetzlich verankerte Ziel für den Zubau klar verfehlt. Es wurde lediglich eine Strommenge von 1,1 Terawattstunden (TWh) neu hinzugebaut. Um das Ziel von 2,4 TWh pro Jahr zu erreichen und 450'000 Haushalte versorgen zu können, wäre mehr als das Doppelte nötig gewesen.

«Das ist besser als 2023, aber immer noch viel zu wenig», sagt Alexander Keberle, Leiter Umwelt, Energie und Infrastruktur bei Economiesuisse. «Die Schweiz muss deutlich schneller werden. Sonst verfehlen wir nicht nur die Ziele des Stromgesetzes, sondern gefährden auch die Versorgungssicherheit.»

Potenzial nicht ausgeschöpft

Der Index vergleicht den tatsächlichen Zubau mit dem Zielpfad bis 2035. Dieser verlangt, dass jährlich etwa so viel erneuerbarer Strom neu produziert wird, wie das Wasserkraftwerk Grande Dixence liefert – also 2,4 TWh. Besonders kritisch sei der Stillstand bei der Windkraft. «Gerade winteraugliche Energien wie Wind sind essenziell für eine sichere Stromversorgung in der kalten Jahreszeit – und da passiert fast nichts», so Keberle.

Vertreter der Windkraftbranche sehen das nicht ganz so pessimistisch. Doch auch Suisse Eole stellt fest, dass die Schweiz ihr Potenzial längst nicht ausgeschöpft: Im vergangenen Jahr habe man mit 170 Millionen Kilowattstunden zwar einen neuen Produktionsrekord erreicht. Doch der Anteil am Strommix bleibt gering: Gerade ein-

mal 0,3 Prozent der Schweizer Stromproduktion stammte 2024 aus Windkraft – in Deutschland sind es über 26 Prozent. Suisse Eole fordert deshalb einen raschen Ausbau. «Je mehr Windkraft wir zubauen können, desto besser für die Stromversorgung.» Doch die Windkraftgegner um Elias Vogt gehen nicht nur mit Einsprachen gegen Projekte vor, sondern machen nun auch gleich mit zwei Initiativen Druck gegen den Bau neuer Windräder: mit der Waldschutz- und der Gemeindeschutzinitiative. Die Initianten wollen die Unterschriften noch diese Woche einreichen.

Wo steht der Solarexpress?

Es gebe zwar mit dem massiven Ausbau der Solarenergie einen «beeindruckenden» Lichtblick, heisst es bei Economiesuisse. Daraus ergeben sich jedoch weitere Probleme: Photovoltaikanlagen produzieren den Grossteil ihres Stroms im Sommer – in der dunklen und kalten Jahreszeit liefern sie nur etwa ein Viertel ihres Ertrags. «Im Sommer haben wir Überfluss, im Winter eine Mangellage – das ist ein systemisches Problem», erklärt Keberle. Die Folge seien überlastete Netze, Negativpreise und ein hoher Subventionsbedarf, um Mindestvergütungen für die Solarenergie aufrechtzuerhalten.

Deshalb fordert Economiesuisse eine strategische Neuausrichtung: Der Ausbau der erneuerbaren Energien müsse insgesamt beschleunigt werden – insbesondere bei der Windkraft und bei Solarprojekten in den Alpen, die auch im Winter stabile Leistungen erbringen können. Gerade bei solchen Projekten brauche es schnellere Verfahren und mehr politischen Rückhalt. Denn auch bei den Solaranlagen in den Alpen ist die Schweiz weit von ihrem erklärten Ziel von 2 TWh entfernt: Gemäss Daten des Bundesamts für Energie sind erst Projekte mit einer Jahresleistung von 386 GWh geplant, was etwa dem Verbrauch von 120'000 Haushalten entspricht – am Netz ist noch kein einziges Solarkraftwerk.

Economiesuisse schlägt deshalb vor, die heutigen Fördermodelle zu überarbeiten. Sie müssten gezielter darauf ausgerichtet werden, wann und wo Strom ins Netz eingespeist werde. «Es genügt nicht, einfach irgendwo Photovoltaikmodule aufzustellen. Wir müssen stärker darauf achten, welche Anlagen das Netz im Winter stützen», so Keberle.

Cyrill Pinto



Der Windpark in Sainte-Croix ging 2024 in Betrieb. Foto: Urs Jaudas

La mesure de la pollution de l'air fâche

AÉROPORT DE GENÈVE Alors que se développe le secteur de la Susette, au Grand-Saconnex, la situation atmosphérique inquiète les associations de riverains, malgré les efforts du canton et une amélioration régulière de la qualité de l'air

YVAN PIERRI

La pollution atmosphérique en zone aéroportuaire crée des remous. Si les associations de riverains de l'aéroport de Genève fustigent depuis longtemps les nuisances, le développement urbain que connaît le quartier de la Susette, situé près de l'aéroport, inquiète. En janvier 2024, le Département du territoire et la ville du Grand-Saconnex annonçaient vouloir construire 900 logements et un EMS dans la zone. Une évolution qui, pour Jean Hertzschuch, président de l'association Sauvegarde Genève et riverain de l'aéroport, relève de l'«irresponsabilité totale».

La pollution atmosphérique se compose de particules fines, de monoxyde de carbone et d'oxydes d'azote, émises lors de la combustion de kérosène, le principal carburant des avions. Etre trop exposé à ces particules augmente le risque de contracter des maladies respiratoires et peut faire baisser l'espérance de vie. Sauvegarde Genève, connue pour mili-

ter contre le bruit en zone aéroportuaire, demande une station de mesure fixe de la pollution entre l'aéroport de Genève et l'autoroute qui le jouxte, jugeant inadéquate la méthodologie employée actuellement.

En Suisse, l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair) rend chaque canton responsable de la mesure de la pollution atmosphérique sur son territoire. C'est l'Office cantonal de l'environnement (OCEV) qui s'en charge à Genève, notamment via le Service de l'air, du bruit et de la protection des

«Mesurer partout est impossible. Le cadre légal établit donc des critères pour choisir des sites»

SYLVAIN RODRIGUEZ, DIRECTEUR DE LA DIREV DU CANTON DE VAUD

rayons non ionisants. Ce dernier a mis en place un Réseau d'observation de la pollution atmosphérique à Genève (Ropag). Il dispose de quatre stations de mesure fixes – documentant l'ozone, le monoxyde de carbone et les particules fines – et de 73 capteurs

passifs. Le canton prend un ensemble de précautions pour assurer la crédibilité scientifique des mesures.

Des recherches «inlassables»

La station de mesure la plus proche de l'aéroport est trop éloignée, selon les associations de riverains. D'après Aline Staub Spörri, directrice du service de l'air de l'OCEV, «l'emplacement des stations reflète la pollution de fond. Nous les avons mises dans des zones représentatives, qui reflètent les lieux où les Genevois habitent.» Le canton déploie aussi régulièrement deux stations mobiles. L'une d'elles est même dédiée à la zone aéroportuaire afin d'évaluer l'impact du trafic aérien sur l'air environnant. «L'idée est de déterminer, avec des données empiriques, à quel point les situations hypothétiquement problématiques le sont vraiment», continue Aline Staub Spörri, précisant que, pour l'heure, «le service n'a pas constaté d'impact inquiétant».

Même si l'Etat continuera «inlassablement de chercher d'éventuels impacts négatifs», il n'a pas identifié de «besoin avéré» d'installer une nouvelle station de mesure fixe. Depuis quelques années, les indicateurs sont au vert. Les mesures publiées sur le site internet de l'Etat de Genève et dans les rapports successifs du Ropag montrent une situation atmosphé-

rique en constante amélioration dans la zone aéroportuaire, bien que celle-ci reste plus polluée que le reste du canton.

Jean Hertzschuch, lui, estime qu'une station fixe dans le secteur de la Susette est absolument nécessaire. Ce dernier invoque un manquement à l'OPair. L'article 14, alinéa 4 prévoit que «l'autorité» mesure et enregistre «en permanence» les «installations dont les émissions peuvent être importantes». Camille Vallier, docteure spécialisée en droit de l'environnement, estime que la position des associations de riverains «peut être soutenue».

«Peu d'indications»

Cependant, «l'OPair contient peu d'indications sur les lieux de mesures», précise Sylvain Rodriguez, directeur de l'environnement industriel, urbain et rural du canton de Vaud (Direv). «Mesurer partout est impossible. Le cadre légal établit donc des critères pour choisir des sites de mesure», continue le directeur du Direv. En cela, la «multiplication des dispositifs de mesure» avec des capteurs passifs est «un moyen efficace de compléter un réseau de stations mobiles et fixes», estime Sylvain Rodriguez, même s'ils ne mesurent qu'un seul type de polluants.

Il existe tout de même une station de mesure à proximité de l'aéroport: Eole. Elle appartient à l'aé-

roport et non à l'Etat de Genève. Ses données sont disponibles en direct uniquement sur un site européen, nommé Transalp'Air, un point que Jean Hertzschuch perçoit comme un «manque de transparence». Sauvegarde Genève réclame depuis plusieurs années l'intégration d'Eole au Nabel, le réseau national d'observation des polluants atmosphériques. «On

C'est surtout un mécontentement face à un certain manque de «clarté» qui pointe

aurait enfin un point de comparaison avec l'aéroport de Zurich», estime Jean Hertzschuch. Dorine Kouyoumdjian, chargée d'information à l'Office fédéral de l'environnement, est sceptique quant à la revendication. «Le réseau Nabel ne couvre pas toute la Suisse, mais documente simplement les différents types de pollution qu'il peut y avoir sur le territoire.» Les données d'Eole sont du reste consultables périodiquement lors de la publication des rapports du Ropag.

Si le canton contrôle et valide les données de la station Eole, «le pro-

blème est qu'elle ne mesure la pollution qu'à travers la piste. Celle qui émane du côté de l'autoroute [lorsque les avions se positionnent ou vérifient leurs moteurs, ndlr], n'est pas prise en compte», critique Jean Hertzschuch. Selon des précisions d'Ignace Jeannerat, porte-parole de Genève Aéroport, seize boîtiers autour de la piste mesurent une zone plus vaste autour de l'enceinte aéroportuaire. Pour Sylvain Rodriguez, cette technique permet de «dresser un tableau représentatif de la qualité de l'air sur un large périmètre ou dans des endroits plus fortement pollués».

Une future pétition

En filigrane, derrière les revendications des associations de riverains, c'est surtout un mécontentement face à un certain manque de «clarté» qui pointe. «Je ne dis même pas que la zone est en permanence trop polluée mais, en l'état, on ne peut pas vraiment être sûr», s'agace Jean Hertzschuch. Sauvegarde Genève et l'association A3S, active au Grand-Saconnex, ont commencé à récolter des signatures pour une pétition. Elle enjoint les autorités à installer une cinquième station cantonale à proximité de l'aéroport, dont les données seraient intégrées à la page de consultation en direct de la qualité de l'air sur le site de l'Etat de Genève. ■

Puissants et risqués, les agents IA arrivent

TECHNOLOGIE OpenAI a récemment dévoilé ses assistants capables de tout faire, entre planification de mariage, activités bureautiques et organisation de vacances. Tous les géants du domaine s'y intéressent, mais les produits sont loin d'être parfaits

ANOUGH SEYDTAGHIA

Pour certains, c'est une vision du paradis technologique. Pour d'autres, c'est plutôt un aperçu de l'enfer numérique. Les agents d'intelligence artificielle sont en train d'arriver sur le marché, et suscitent autant d'espoirs que de craintes. Ces nouveaux outils sont des petits robots appelés à tout faire, ou en tout cas à accomplir des tâches qu'effectuent aujourd'hui des humains: faire des recherches sur le web, compiler des résultats, effectuer des études de marché, des réservations de voyage, des publications sur des réseaux sociaux, ou encore répondre à des clients. Les possibilités sont infinies et tous les géants de l'intelligence artificielle (IA) investissent des milliards dans ces agents.

Tout récemment, OpenAI a dévoilé ses premiers agents destinés au grand public. La société dirigée par Sam Altman dévoilait jeudi dernier ce qu'elle appelle «l'agent ChatGPT» appelé à «faire le lien entre recherche et action». Selon OpenAI, «désormais, ChatGPT réfléchit et agit. À l'aide de sa boîte à outils, il choisit de façon proactive les bonnes compétences agentiques pour réaliser la tâche demandée». La société évoque un «système agentique unifié», ChatGPT étant capable d'interagir avec des sites web et d'effectuer des recherches avec son «propre ordinateur individuel». «En suivant vos instructions, ChatGPT se charge du travail à votre place afin d'accélérer votre production, tout en vous libérant du temps pour vous consacrer à d'autres aspects de votre quotidien», affirme OpenAI.

«Une étape clé»

Des exemples? Selon la société, l'agent peut analyser une invitation à un mariage, puis aider l'utilisateur à trouver une tenue appropriée, réfléchir à des idées de cadeaux et réserver un hôtel à proximité. L'agent peut créer diaporamas et graphiques. Il est aussi capable d'utiliser une photo pour ensuite en commander des autocollants basés sur ces clichés sur des sites spécialisés, puis



(S. SNJAYTUTURKHI/GETTY IMAGES)

envoyer ces derniers à des adresses postales. Ces agents, disponibles pour l'heure aux utilisateurs payants des services de ChatGPT aux États-Unis – et sans doute dans les prochains mois en Europe – peuvent être à tout moment arrêtés ou reconfigurés par les utilisateurs.

Il s'agit donc de donner les clés de son ordinateur, de son agenda, de son navigateur web et de ses comptes en ligne à ChatGPT, qui devient une sorte d'assistant multifonction. Est-ce une évolution si importante? «Le lancement des agents IA par OpenAI et d'autres acteurs majeurs du secteur marque une étape clé dans l'évolution vers des IA plus autonomes, proactives et opérationnelles. Ces agents ne se contentent plus d'analyser ou de répondre: ils sont désormais capables d'agir, en exé-

«Ces agents ne se contentent plus d'analyser ou de répondre: ils sont désormais capables d'agir»

ALAIN FRIGERIO, ANALYSTE CHEZ REYL INTESA SANPAOLO

cutant des tâches concrètes sans intervention humaine directe», estime Alain Frigerio, analyste chez Reyl Intesa Sanpaolo.

Selon le spécialiste, «l'IA devient un acteur, capable de prendre en charge des processus, de coordonner des actions, et de s'intégrer plus profondément dans les environnements professionnels. A

terme, ces agents pourraient automatiser des tâches complexes et redéfinir des métiers entiers. Leur capacité à passer de l'analyse à l'action transforme l'IA d'un outil conversationnel en un véritable collaborateur numérique, avec un potentiel d'impact considérable sur la gestion de projets, l'analyse concurrentielle ou la coordination d'équipes hybrides.»

Une mise en garde de Sam Altman

Et il faut se préparer à ce que ces agents d'IA envahissent notre quotidien, estime Christophe Pouchoy, gérant auprès de La Financière de l'Echiquier: «La création d'agents d'IA est la nouvelle vague de monétisation de cette technologie et elle va s'étendre dans les logiciels à tous les segments de marché. De la réservation de

voyages à l'exécution de process ou tâches manuelles, les agents d'IA proliféreront dans l'économie. Ils requièrent toujours une personnalisation plus au moins importante en fonction de la tâche ou de l'application souhaitée mais celle-ci peut être standardisée par sous-segment de marché».

Christophe Pouchoy y voit aussi un intérêt financier direct pour OpenAI. «L'éditeur de ChatGPT pourrait utiliser les agents d'IA pour générer davantage d'activités commerciales au sein de son écosystème. Cela lui permettrait à la fois de facturer ce service aux utilisateurs – en plus des abonnements de base – et de prélever une commission auprès de sociétés dont les produits et services seraient achetés via OpenAI.»

Qui dit délégation de tâches entières à l'IA dit bien sûr risque

d'erreurs. Et les agents sont loin d'être infallibles, a reconnu Sam Altman: «C'est une technologie de pointe et expérimentale. C'est l'occasion d'essayer (sic) l'avenir, mais je ne l'utiliserais pas encore pour des utilisations à fort enjeu ou avec beaucoup d'informations personnelles tant que nous n'aurons pas eu l'occasion de l'étudier et de l'améliorer». OpenAI ne permettra par exemple pas, au début au moins, aux agents d'effectuer des opérations financières. «De la même manière que les premiers modèles de langage avaient des taux d'hallucination élevés à leurs débuts, les agents d'IA pourraient commettre des erreurs. Cependant, les optimisations progressives de ces agents devraient les rendre de plus en plus intelligents, réduisant le nombre de fautes», affirme Christophe Pouchoy.

Quelle tolérance aux erreurs?

Alain Frigerio estime que «les erreurs sont un frein, mais pas un obstacle insurmontable». Selon lui, «quand on confie à une IA des tâches critiques – envoyer un e-mail, réserver un vol, modifier un fichier, ou même prendre une décision basée sur des données –, la tolérance à la faute est très faible. Et aujourd'hui, même les meilleurs agents peuvent mal interpréter une consigne, rater une subtilité contextuelle, ou agir sur une information incomplète. Cette fragilité perçue va ralentir leur adoption dans certains secteurs sensibles, comme la finance, le juridique ou la santé. Mais dans d'autres contextes, où les conséquences d'un bug sont moindres ou facilement rattrapables, les agents vont s'imposer plus vite – notamment pour des tâches de support, de coordination ou d'analyse».

L'analyste chez Reyl Intesa Sanpaolo conclut que «ce qui fera la différence, ce sera la capacité à instaurer un cadre de confiance: transparence sur les actions de l'agent, possibilité de valider ou d'annuler ses décisions, traçabilité de ce qu'il a fait et pourquoi, et surtout, apprentissage continu à partir des retours humains». ■